

# Le Fer Solidaire

Un journal régional au service des cheminots.

Nous vivons une période difficile.

## Les risques sur notre avenir se multiplient...

Pas un secteur de l'entreprise n'est aujourd'hui à l'abri des menaces : le fret fait l'objet d'un plan de casse, le plan starter réduit les moyens et bloque les embauches, la pression de RFF sur les comptes de l'Entreprise est désastreuse...

Sur la région de Lyon, la Direction engage des restructurations dans toutes les fonctions, de nombreux cheminots craignent pour leur avenir.

Des atteintes au droit de grève se préparent avec un discours sur le service public et une casse organisée par ailleurs. Pour l'ensemble des salariés, le gouvernement multiplie les mauvais coups.

En juin, l'ensemble du monde du travail et le mouvement syndical a subi un échec avec le recul historique sur les retraites.

**C'est dans ce contexte que le syndicalisme est entrain de se recomposer, d'évoluer et de se poser, enfin, une série de questions sur son avenir.**

Sur la région de Lyon, SUD-Rail accueille, depuis le mois de juin, de nombreux adhérents supplémentaires :

- Des cheminots, jusqu'à présent non syndiqués, font le choix de

rejoindre SUD parce qu'ils veulent construire un outil de défense face aux attaques sur la protection sociale par exemple.

- Très majoritairement, l'union professionnelle CFDT cheminots de Lyon a décidé de quitter le syndicat qui a soutenu le gouvernement en juin en plein conflit des retraites.
- Des adhérents d'autres organisations syndicales s'interrogent sur leur avenir dans leur syndicat. Dans

certaines régions, des responsables syndicaux de la CGT ont fait le choix de SUD-Rail...



Manifestation du 13 mai 2003 pour la défense des retraites.

Le défi des prochaines années est pour nous la mise en place d'un syndicalisme d'action, ouvert aux aspirations et aux idées des cheminots, un syndicat qui tient le même discours

face au gouvernement et sur le terrain.

Ce journal qui va paraître régulièrement, vous rendra compte à la fois de ce qui se passe sur la région de Lyon mais abordera aussi les questions liées au syndicalisme, à son nécessaire renforcement, aux évolutions que nous souhaitons. Il devra être à la fois un outil d'information, un outil pour agir mais aussi une source de réflexions, de questions sur le syndicalisme que nous voulons mettre en œuvre avec tous ceux qui le souhaitent.

## Sommaire :

### Page 2 :

Restructuration du FRET SNCF : Reculer pour mieux sauter !

### Page 3 :

Évolution de l'ASTI au sein de l'EVEN Lyon Nord.

### Page 4 :

Plan de formation 2004

# Restructuration du FRET SNCF : Reculer pour mieux sauter !

Après le retrait du dossier de l'ordre du jour du CA le 22 octobre, la **Direction SNCF a enfin présenté officiellement au Conseil d'Administration du 19 novembre son plan de restructuration de l'activité FRET.**

Les grandes lignes de cette restructuration sont connues depuis des semaines :

- Dégagement de marges par une nouvelle politique tarifaire.
- Abandon des trafics jugés non rentables.
- Modification du mode de production par la concentration du trafic sur quelques grands axes.
- Accélération de la mise en place des zones locales.

**Ce plan de restructuration repose essentiellement sur des logiques de rentabilité financière et la recherche de gains de productivité.**

## Plusieurs milliers d'emplois sont en jeu !

La Direction refuse pour l'instant de communiquer sur les conséquences sociales de ce plan mais il est évident que le coût sera lourd dans les EEX, à la Traction, au Matériel, au Commercial Fret, ...

Déjà des directions centrales, régionales, des agences commerciales sont menacées ... avant le début de la « grande lessive » annoncée pour le changement de service de l'été 2004...

## On attend l'intervention de l'État !

Le gouvernement a donné l'assurance d'un apport de capital pour accompagner cette restructuration du Fret.

La Direction de l'entreprise en chiffre le montant à 2 ou 3 milliards d'euros correspondant à l'endettement du transporteur SNCF pour l'activité Fret.

D'autre part, cette « aide » permet-

trait aussi d'amortir l'augmentation annoncée du coût des péages dus à RFF.

Quelle sera la contribution de l'Etat après le passage en Commission Européenne ?

Sous quelle forme ? Quel montant en ces périodes de famine budgétaire ?

Rendez-vous au prochain Conseil d'Administration du 17 décembre.

## L'avenir du Fret SNCF et les choix en terme de politique des transports concernent l'ensemble des citoyens.

L'inquiétude des chemins pour leur avenir et celui de l'entreprise est justifié.

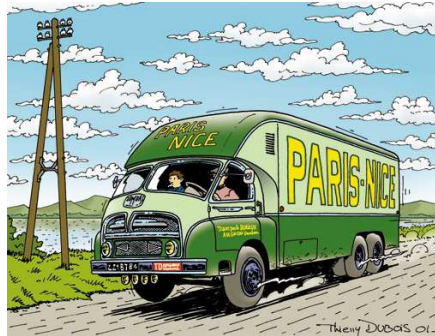
Mais c'est toute la société qui est concernée par les choix qui seront faits pour le transport Fret SNCF.

**Nous pensons qu'il faut relancer le transport de marchandises par fer ; cela signifie des choix politiques et une orientation opposés au libéralisme tant en France qu'au niveau de l'Europe.**

Pour Sud-Rail, cela passe par des mesures claires :

- La mise en place d'une véritable politique des transports basée sur la complémentarité entre les modes, prenant en compte les intérêts de la population, l'aménagement du territoire, les coûts sociaux et environnementaux (effet de serre, etc....)
- L'application des principes du service public aux transports de marchandises.
- Le renforcement des moyens humains et matériels pour offrir une service de qualité.
- La modernisation du réseau ferroviaire.

Le chemin de fer a des atouts incontestables du point de vue de la sécurité et du respect de l'environnement. Il faut que le fret SNCF se développe si nous ne voulons pas subir 2 fois plus de camions sur les routes dans les 10 ans.



*L'avenir du Fret ferroviaire pour la Direction et le Gouvernement !*

**« Il faut que le fret SNCF se développe si nous ne voulons pas subir 2 fois plus de camions sur les routes dans les 10 ans. »**

## Evolution de l'ASTI au sein de l'EVEN Lyon Nord

**SUD Rail s'est opposé lors du CER à la « désintégration » de l'Ev Spé Télécom qui devient l'Agence de Service Télécom et Informatique au sein de l'EVEN Lyon Nord.**

Nous avons insisté sur l'incohérence de rattacher un établissement à vocation régionale au sein d'un établissement à vocation territoriale avec les difficultés de fonctionnement que cette situation peut engendrer.

Il est évident que c'est une nouvelle étape dans les grands projets de la Direction pour diminuer le nombre des établissements Equipement et par là même poursuivre la casse de l'emploi.

La volonté de supprimer les antennes administratives de Villefranche et des Télécom en était l'illustration immédiate, les agents de la filière administrative sont les premiers visés.

Au vu des réductions d'effectifs répétées, des manipulations douteuses des CO, du recours de plus en plus systématique à la sous-traitance à l'EVEN Lyon Nord ces dernières années, les agents de toutes les filières des deux établissements peuvent être inquiets pour leur avenir.

Le projet d'intégration des TAM

présenté au CER en mars a été suspendu sur la Région de Lyon. Il était pourtant un des volets essentiels du dossier ASTI sur lequel la direction a essayé de faire des gains de productivité. Nous souhaitons qu'il soit rouvert et décliné sur la Région de Lyon à la hauteur de ce qui a été fait dans la majeure partie des autres régions.

Nous devinons aussi l'intérêt, pour une entreprise qui veut se recentrer sur les activités purement ferroviaires, de regrouper les agents des spécialités Télécom et Informatique au sein d'une même entité. Cette réorganisation permettra de mieux préparer la filialisation ou la sous-traitance.



Grève des informaticiens de la région de Lyon en Mars 2003.

Les agences ont malheureusement une durée de vie limitée au sein de la SNCF.

Nous avons refusé de creuser la tombe des télécoms et de l'informatique et nous continuerons à lutter pour les agents et pour conserver ces métiers au sein de l'entreprise.

=/=

« ...une nouvelle étape dans les grands projets de la Direction pour diminuer le nombre des établissements Equipement... »

**SUD-RAIL**

**SURFE**

**SUR**

**LE WEB...**

Le syndicat SUD-rail de la région de Lyon a créé un site internet.

Son objectif est d'offrir des informations en temps réel sur les événements, les revendications et les actions touchant la région SNCF de Lyon.

Son adresse :

**[www.sudraillyon.org](http://www.sudraillyon.org)**

## Consultation sur le plan régional de formation et d'apprentissage pour 2004

*« Je demande à chacun de s'impliquer pour faire vivre cet accord, au service du développement de l'entreprise et de ses personnels ... »*

Cette mention manuscrite de la main même du Président Gallois figure sur la 1<sup>e</sup> page de « l'accord collectif sur la formation professionnelle » signé le 18 mars 2002 entre la SNCF et l'ensemble des organisations syndicales dont SUD-Rail...

Cette phrase est censée démontrer toute l'importance qu'accorde l'entreprise aux questions de formation ainsi que son souci d'amélioration du dialogue social.

Effectivement, la formation professionnelle est un sujet sérieux comme l'est le respect d'un accord signé... Malheureusement, pour nous, la Direction de l'entreprise ne voit pas les choses de la même façon !

Dès l'été 2002, la SNCF tentait de remettre en cause unilatéralement deux éléments de cet accord signé quelques mois auparavant : suppression d'une enveloppe budgétaire devant financer des formations de remise à niveau et remise en cause de l'engagement de recruter les jeunes issus de la formation en alternance.

Été 2003, nouveau coup de canif dans le contrat, « l'accord » ! au travers de STARTER qui acte le report de formations non jugées indispensables...

En présentant les orientations du plan de formation et d'apprentissage 2004 pour la région, le Directeur (M. Farandou) voulait écarter de ce plan tout ce qui concerne le Fret sous prétexte qu'on

ne pouvait rien prévoir ni envisager dans l'attente de l'avenir de cette activité !

SUD-Rail et l'ensemble des syndicats ont refusé.

**SUD-Rail refuse l'éclatement de l'entreprise par activité et à plus forte raison « l'isolement » et la régression annoncée pour le Fret.**

D'autre part, nous sommes toujours dans le cadre de cet accord collectif sur la formation signé le 18 mars 2002 qui prévoit que l'ensemble des actions de formation de l'entreprise forme un tout indissociable...

Dans l'unité, l'ensemble des organisations syndicales ont demandé le report

de la consultation dans l'attente du « plan » Fret.

M. Farandou ayant refusé ce report, toutes les O.S. ont quitté la séance !

**La SNCF considère toujours la formation comme une variable d'ajustement « économique » au même titre que**

**l'emploi....** On en verra les conséquences lors de la présentation du bilan 2003 !

Pour ce qui est de l'avenir, la baisse programmée des embauches et l'incertitude sur le Fret ne présagent rien de bon.... Sans parler des conséquences qu'auront à la SNCF les dispositions (temps de formation en dehors du temps de travail, financement des CIF, contrats des formations en alternance) de l'accord inter-professionnel sur la formation signé en septembre 2003 entre le MEDEF et les 5 Confédérations Syndicales : CGT, CFDT, FO, CFTC et CGC....

Personnellement, Je ne  
crois pas au Père Noël...



Alors je lutte  
avec SUD !